



Réserves de la FNTF et du HDB à l'égard d'une intervention sociale du législateur européen en matière de responsabilité conjointe dans le secteur du BTP

FNTF und HDB zu europäischen Haftungsregelungen im Baugewerbe

Avant-propos

La Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTF) représente 300.000 salariés et regroupe 8.000 entreprises exerçant une activité dans l'une des 18 spécialités des Travaux Publics (travaux routiers, terrassements, filière eau-assainissement...). En 2007, les entreprises membres de la FNTF ont réalisé un chiffre d'affaires de 40,9 milliards d'euros en France métropolitaine et 22 milliards sur les marchés extérieurs, dont plus de la moitié en Europe. Elles s'intègrent donc pleinement dans l'Union européenne et son marché intérieur.

La Fédération Allemande de l'Industrie de la Construction (Hauptverband der Deutschen Bauindustrie e.V. (HDB) et ses 18 fédérations membres représentent les intérêts des entreprises des travaux publics, le groupe multinational dans le secteur de la construction tout comme les moyennes entreprises particulièrement performantes dans le domaine de la construction. Le secteur BTP est l'un des secteurs les plus importants de l'industrie nationale allemande avec près de 2,2 millions d'employés.

Vorbemerkungen

Der französische Bauindustrieverband FNTF (Fédération Nationale des Travaux Publics) vertritt 300.000 Beschäftigte und damit 8.000 bauindustrielle Unternehmen, die in 18 Bereichen der Bauindustrie tätig sind (Straßenbau, Erdarbeiten, Abwasserentsorgung,...). Im Jahr 2007 erzielten die Mitgliedsunternehmen in Frankreich einen Umsatz von 40,9 Mrd. Euro und 22 Mrd. Euro in den Auslandsbaumärkten, davon mehr als die Hälfte in Europa. Damit sind sie vollumfänglich in die Europäische Gemeinschaft und den Binnenmarkt eingebunden.

Der Hauptverband der Deutschen Bauindustrie e.V. (HDB) und seine 18 Mitgliedsverbände vertreten die Interessen der industriell organisierten deutschen Bauunternehmen, den international agierenden Baukonzern ebenso wie den leistungsstarken mittelständischen Baubetrieb. Die Bauwirtschaft ist einer der bedeutendsten Wirtschaftszweige der deutschen Volkswirtschaft mit rund 2,2 Millionen Beschäftigten.

1. Introduction

L'instauration d'une responsabilité européenne conjointe dans le secteur du BTP est de plus en plus discutée par le législateur européen. Le Président de la Commission Barroso a en effet déclaré dernièrement vouloir réfléchir sur les questions de responsabilité dans le cadre d'une concrétisation de la directive sur le détachement des travailleurs.

Jusqu'à ce jour le thème a été discuté au niveau européen comme suit:

a) Directive sur les sanctions

La directive 2009/52/EG sur les « normes minimum en matière de sanction et de mesures à l'encontre des employeurs des ressortissants d'un pays tiers en séjour irrégulier » publiée le 30 juin 2009 dans le Journal officiel de l'Union européenne vise à lutter contre l'immigration illégale. Les employeurs engageant des ressortissants d'un pays tiers en séjour irrégulier sont responsables pour les sanctions financières, les frais de rapatriement, les rémunérations éventuelles ainsi que des frais de transfert de fonds (Art. 8 Abs. 1). Une plus grande responsabilité entre uniquement en compte dans le cas où l'employeur a connaissance de l'emploi illégal d'un ressortissant d'un pays tiers auprès de sous-traitants (Art. 8 Abs. 2). Une responsabilité n'entre pas en ligne de compte lorsque l'employeur s'est acquitté des charges sociales selon le droit territorial (Art. 8 Abs. 3). Les objectifs fixés doivent être transposés par les législateurs nationaux jusqu'au 20 Juillet 2011.

b) Rapport Lehtinen

Le Parlement Européen a publié le 26 mars 2009 un « rapport sur la responsabilité sociale des sous-traitants dans les chaînes de production » (Rapporteur Lasse Lehtinen). Il invite dans ce rapport la Commission Européenne à introduire un système de responsabilité conjointe pour l'entrepreneur principal.

c) Livre vert sur le droit du travail

Dans le cadre de la consultation « livre vert sur le droit du travail » initiée en 2006, la Commission Européenne s'interroge notamment sur le point de savoir si la catégorisation d'une responsabilité à différents niveaux constituerait une solution praticable et efficace pour garantir le respect des responsabilités dans les relations multilatérales en matière d'emploi en cas de participation de sous traitants. Dans son évaluation des réponses reçues, la Commission Européenne ne propose pas de nouvelles initiatives législatives. Elle présente toutefois « la clarification des droits et devoirs des participants dans la chaîne de sous-traitance » comme un thème devant servir de base aux discussions ultérieures, et ce dans l'intérêt d'une coopération renforcée et d'une plus grande clarté.

1. Einleitung

Die Einführung einer europäischen Haftung des Hauptunternehmers im Baugewerbe wird durch den europäischen Gesetzgeber in jüngster Zeit vermehrt diskutiert. Zuletzt hatte Kommissionspräsident Barroso angekündigt, im Rahmen einer Konkretisierung der Entsenderichtlinie auch über Haftungsfragen nachdenken zu wollen.

Bislang wurde das Thema auf europäischer Ebene wie folgt diskutiert:

a) Sanktionenrichtlinie

Die am 30. Juni 2009 im Amtsblatt der Europäischen Union veröffentlichte Richtlinie 2009/52/EG über „Mindeststandards für Sanktionen und Maßnahmen gegen Arbeitgeber, die Drittstaatsangehörige ohne rechtmäßigen Aufenthalt beschäftigen“ (Sanktionenrichtlinie) zielt darauf ab, illegale Zuwanderung zu bekämpfen. Arbeitgeber, die Drittstaatsangehörige ohne legalen Aufenthalt beschäftigen, haften dabei im direkten Vertragsverhältnis für finanzielle Sanktionen, Rückführungskosten, noch zustehende Vergütungen sowie Überweisungskosten (Art. 8 Abs. 1). Eine weitergehende Haftung kommt nur in Betracht, wenn der Arbeitgeber Kenntnis von der illegalen Beschäftigung von Drittstaatsangehörigen bei Unterauftragnehmern hat (Art. 8 Abs. 2). Eine Haftung scheidet hingegen aus, wenn der Arbeitgeber seinen im innerstaatlichen Recht festgelegten Sorgfaltspflichten nachgekommen ist (Art. 8 Abs. 3). Diese Vorgaben sind durch die nationalen Gesetzgeber bis zum 20. Juli 2011 umzusetzen.

b) Lehtinen-Bericht

Das Europäische Parlament hat am 26. März 2009 einen „Bericht zu der sozialen Verantwortung von Unterauftragnehmern in Produktionsketten“ (Berichtersteller Lasse Lehtinen) verabschiedet. Es fordert darin die Europäische Kommission auf, ein System der gesamtschuldnerischen Haftung für Hauptunternehmer einzuführen.

c) Grünbuch Arbeitsrecht

Im Rahmen der 2006 eingeleiteten Anhörung zum „Grünbuch Arbeitsrecht“ greift die Europäische Kommission im Konsultationskatalog die Fragestellung auf, ob die Anordnung einer nachrangigen Haftung eine wirksame und praktikable Möglichkeit wäre, um in mehrseitigen Beschäftigungsbeziehungen die Verantwortlichkeiten bei der Einbeziehung von Subunternehmern sicherzustellen. In ihrer Auswertung der eingegangenen Antworten schlägt die Europäische Kommission zwar keine neuen Rechtsetzungsinitiativen vor, beschreibt die „Klarstellung der Rechte und Pflichten der Beteiligten bei Untervergabeketten“ allerdings als Thema, welches im Interesse einer Verstärkung der Zusammenarbeit und größerer Klarheit Grundlage weiterer Diskussionen sein sollte.

2. Situation juridique en France

Dans le secteur du BTP, le droit français prévoit pour l'essentiel les règlements suivants en matière de responsabilité conjointe:

a) Marchandage

Lors de l'attribution d'un marché dans le secteur du BTP, l'entrepreneur principal engage sa responsabilité dans les relations contractuelles pour le versement du salaire et des contributions aux caisses sociales que le sous-traitant est tenu de verser. Il est par conséquent tenu de s'assurer que le sous-traitant respecte les règles fixées en matière de droit du travail.

b) Travail non déclaré

Dans le cas d'une condamnation judiciaire de l'entrepreneur principal pour l'exercice direct ou indirect de travail non déclaré, celui-ci est tenu d'acquitter le montant dû par le sous-traitant en matière de salaire et rémunérations, de taxes et de charges sociales. Une responsabilité peut être évitée si l'employeur se fait remettre tous les six mois les documents pour le sous-traitant, spécifiant que celui-ci a respecté les règles légales fixées.

c) Insolvabilité de l'entrepreneur principal

En cas d'insolvabilité de l'entrepreneur principal, le maître d'ouvrage est tenu d'assurer le paiement du sous-traitant dans le cadre du marché concerné. Le maître d'ouvrages rémunérera directement l'entreprise sous-traitante pour les travaux effectués.

3. Situation juridique en Allemagne

Dans le secteur du BTP, le droit allemand prévoit pour l'essentiel les règlements suivants en matière de responsabilité conjointe:

a) § 14 Loi sur le détachement des employés

La loi sur le détachement des employés prévoit l'obligation -indépendamment de leur endettement- pour tous les entrepreneurs de verser un salaire minimum, ainsi que des contributions aux caisses sociales de tous les sous-traitants impliqués (« responsabilité en chaîne »). Depuis le 1 octobre 2009, l'entrepreneur principal peut désormais s'exempter de son obligation de verser des primes de congés lorsque l'entreprise sous-traitante impliquée est « préqualifiée » ou a présenté des certificats de décharge de responsabilité délivrés par les caisses sociales des travaux publics.

b) § 28e Paragraphe 3a-3f Quatrième Code de la Sécurité Sociale

Les entrepreneurs du BTP sont tenus au-delà d'un chiffre d'affaires de 275.000 Euros de payer l'ensemble des retenues de sécurité sociale de leurs sous-

2. Rechtslage Frankreich

Das französische Recht unterscheidet im Wesentlichen die folgenden Haftungsregelungen im Baugewerbe:

a) (Schein-) Auftragsvergabe

Bei der Auftragsvergabe im Baugewerbe haftet der Hauptunternehmer im direkten Vertragsverhältnis für Lohn und Gehalt, Urlaubskassen- und Sozialversicherungsbeiträge, die der Nachunternehmer schuldet. Er ist daher verpflichtet, den Nachunternehmer auf die Einhaltung der arbeitsrechtlichen Vorgaben zu überprüfen.

b) Schwarzarbeit

Wird der Hauptunternehmer rechtskräftig wegen direkter oder mittelbarer Ausführung von Schwarzarbeit verurteilt, haftet er für die vom Nachunternehmer geschuldete Zahlung von Steuern, Sozialversicherungsbeiträgen sowie Lohn und Gehalt. Eine Haftung kann vermieden werden, indem sich der Arbeitgeber alle sechs Monate eine Bescheinigung des Nachunternehmers vorlegen lässt, die bestätigt, dass dieser seine rechtlichen Vorgaben einhält.

c) Insolvenz des Hauptunternehmers

Im Falle der Insolvenz des Hauptunternehmers haftet der Auftraggeber für dessen Verpflichtungen gegenüber Nachunternehmern im Rahmen des vergebenen Auftrages. Regelmäßig wird der Auftraggeber sich daher über eine Bankbürgschaft absichern oder vertraglich vereinbaren, den Nachunternehmer direkt für seine Arbeitsleistung zu bezahlen.

3. Rechtslage Deutschland

Das deutsche Recht unterscheidet im Wesentlichen die folgenden Haftungsregelungen im Baugewerbe:

a) § 14 Arbeitnehmer-Entsendegesetz

Das Arbeitnehmer-Entsendegesetz sieht eine verschuldensunabhängige Haftung aller Unternehmer für Mindestlöhne und Urlaubskassenbeiträge für alle eingesetzten Nachunternehmer („Kettenhaftung“) vor. Seit dem 1. Oktober 2009 kann sich der Hauptunternehmer hinsichtlich der Haftung für Urlaubskassenbeiträge exkulpieren, wenn das eingesetzte Nachunternehmen präqualifiziert ist oder auftragsbezogene Enthaltungsbescheinigungen der Sozialkassen des Baugewerbes vorgelegt hat.

b) § 28e Abs. 3a-3f Viertes Buch Sozialgesetzbuch

Bauunternehmer haften ab einem Bauvolumen von 275.000 Euro für die Zahlung der Gesamtsozialversicherungsbeiträge ihres Nachunternehmers, im

traitants et, en cas de fraude, sur toute la chaîne. En outre dans ce cas, l'entrepreneur peut être exempté de cette responsabilité, si le sous-traitant impliqué est « préqualifié » ou a présenté des certificats de décharge délivrés par les caisses sociales des travaux publics.

c) § 150 Paragraphe 3 Septième Code de la Sécurité Sociale

Il en est de même pour la responsabilité en matière d'assurance accidents selon le Septième Code Social.

La responsabilité des maîtres d'ouvrages dans le bâtiment et les travaux publics n'a pas été résolue de façon satisfaisante dans la juridiction allemande. Il arrive de plus en plus souvent que l'Agence Fédérale pour l'Emploi tente de faire porter aux entrepreneurs principaux la responsabilité dans le cas où leurs sous-traitants s'avèrent insolubles.

4. Résumé

Comme exposé ci-dessus, il existe déjà dans le secteur du BTP en France et en Allemagne des réglementations détaillées en matière de responsabilité conjointe. Au niveau national, des règles ont déjà été élaborées afin de lutter contre l'emploi illicite et le travail non déclaré (directive sur le détachement des travailleurs) et de garantir les droits des travailleurs.

En conséquence la Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTP) et la Fédération Allemande de l'Industrie de la Construction (HDB) demandent expressément:

1. la non-intervention dans ce secteur du législateur européen et
2. dans le cas où une intervention du législateur européen s'avèrerait toutefois nécessaire, que celle-ci prenne en compte le principe de subsidiarité et s'oriente sur les concepts existants et ayant déjà fait leur preuve dans la pratique.



Fédération Nationale des Travaux Publics

3, rue de Berri
75008 Paris

Tél 01 44 13 31 44
Fax 01 45 61 04 47
E-Mail infos@fntp.fr

www.fntp.fr

Rahmen von Umgehungstatbeständen auch in der gesamten Kette. Auch hier entfällt die Haftung, wenn der eingesetzte Nachunternehmer präqualifiziert ist bzw. entsprechende Unbedenklichkeitsbescheinigungen vorgelegt hat.

c) § 150 Abs. 3 Siebtes Buch Sozialgesetzbuch

Gleiches gilt für die Haftung auf Unfallversicherungsbeiträge nach dem Siebten Buch Sozialgesetzbuch.

Im deutschen Recht unzureichend gelöst bleibt weiterhin die Haftung der gewerblichen Bauherren und der öffentlichen Auftraggeber. Vermehrt kommt es außerdem nach der Insolvenzgeldzahlung zu dem Versuch der Bundesagentur für Arbeit, Hauptunternehmer insolventer Nachunternehmer in Haftung zu nehmen.

4. Fazit

Wie dargestellt, existieren in Frankreich und Deutschland bereits umfassende Haftungsregelungen im Baugewerbe. Auf nationaler Ebene sind also bereits Konzepte vorhanden, die der Bekämpfung der illegalen Beschäftigung und Schwarzarbeit dienen sowie die Sicherung der Rechte der Arbeitnehmer nach der Entsenderichtlinie gewährleisten.

Daher fordern die Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTP) und der Hauptverband der Deutschen Bauindustrie (HDB), dass

1. grundsätzlich kein Eingreifen des europäischen Gesetzgebers erfolgt und
2. soweit überhaupt ein Eingreifen des europäischen Gesetzgebers erforderlich erscheint, es sich unter Beachtung des Subsidiaritätsprinzips an den bestehenden und in der Praxis bewährten Konzepten orientieren muss.



Hauptverband der Deutschen Bauindustrie e.V.

Kurfürstenstraße 129
10785 Berlin

Telefon 030/212 86-0
Telefax 030/212 86-189
E-Mail bauind@bauindustrie.de

www.bauindustrie.de